

Rapport annuel Jahresbericht

—
2022



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2022	4
1.1.1	Partie générale	4
1.	Einleitung	17
1.1	Tätigkeitsbericht 2022 des Kantonsgerichts	18
1.1.1	Allgemeiner Teil	18

1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2022 (état au 31.12.)	31
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2022 (Stand 31.12.)	31
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	35

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2022 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 17 février 2023



Dina Beti, Présidente



Frédéric Oberson, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2022

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2022, le Tribunal cantonal a rendu 2837 arrêts. Si le nombre d'affaires liquidées a diminué par rapport à 2021 (3095; - 8.3%) et aux années précédentes, ce chiffre ne reflète pas la réalité quant à la charge de travail du Tribunal cantonal qui demeure très importante. En effet, les procédures se sont considérablement complexifiées depuis plusieurs années de sorte que le volume des dossiers individuels a pris une grande ampleur et la durée du traitement des affaires s'est allongée. Ces constats amènent certaines cours à solliciter des forces de travail de juges et de greffiers supplémentaires ; si la situation perdure, la possibilité d'y pourvoir par des rocade internes fera l'objet d'un examen. Le nombre de nouvelles entrées ayant également baissé (2022: 2833 ; 2021 : 3043 ; - 6.9%), le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2022 s'élève à 996, soit 4 dossiers de moins qu'à fin 2021 (1000), ce qui est réjouissant. L'ensemble du personnel, qui a grandement contribué à ce bilan positif, en est remercié.

Organisation et fonctionnement

La crise liée au Covid-19 a amené le Tribunal plénier à déléguer certaines tâches à la Commission administrative et à prendre des mesures de télétravail. A la fin de la pandémie, le Tribunal plénier a décidé de poursuivre ces mesures qui se sont avérées efficaces. Ainsi, en 2022, le Tribunal plénier ne s'est réuni qu'à 3 reprises, tout comme en 2021. La Commission administrative s'est, quant à elle, réunie à 16 reprises. Le Tribunal cantonal a procédé aux inspections déléguées par le Conseil de la magistrature et à celles des autorités de poursuites et de faillites. Il a en outre pris plusieurs décisions par voie de circulation, notamment en se déterminant dans le cadre de 21 procédures de consultations législatives et en procédant aux engagements du personnel. Le mode de télétravail est toujours possible pour les greffiers conformément au système mis en place par l'Etat de Fribourg ; le personnel administratif effectue, quant à lui, son travail en présentiel pour assurer le bon fonctionnement du greffe.

A la suite de l'analyse du Pouvoir judiciaire du canton de Fribourg, dont le rapport a été déposé en automne 2021, le Tribunal cantonal a continué de développer des pistes d'amélioration dans le cadre de son plan directeur 2022-2026. Celui-ci décrit la façon dont le Tribunal cantonal devrait continuer à évoluer durant les prochaines années, afin de remplir ses devoirs tout en maintenant ses valeurs. Il est ainsi le point de convergence entre la mission, les valeurs et la vision du Tribunal cantonal. Il s'inscrit dans la ligne du premier plan directeur établi pour les années 2017-2021. Le plan directeur 2022-2026 est centré sur trois thèmes principaux : 1) l'organisation du travail, 2) la communication et 3) le dossier électronique. Sur cette base, il formule trois nouveaux projets concrets : "élaboration d'un manuel qualité", "modalités de communication interne" et "information de la presse et du public". Il prévoit également la poursuite des projets "organisation et exigences du personnel administratif" et "préparation du Tribunal cantonal au dossier électronique", déjà en cours conformément au plan directeur 2017-2021, en les regroupant sous la dénomination "adaptation de l'organisation du Tribunal cantonal à la digitalisation de la justice".

En 2022, le Tribunal cantonal a mis l'accent sur les « modalités de communication interne » et a pris la décision suivante : un compte rendu des séances de la Commission administrative et du Tribunal plénier est désormais communiqué à l'ensemble du personnel du Tribunal cantonal par le biais du site intranet ; la Commission administrative a tiré un bilan positif de cette nouvelle forme de communication après 6 mois, de sorte qu'elle perdura pour les années à venir. En outre, le site intranet a été modernisé et a donné lieu à une nouvelle structure de présentation.

Sur le plan informatique, le projet d'envergure de digitalisation de la justice est mené avec le soutien du programme cantonal e-Justice et le programme fédéral Justitia 4.0 dans lesquels le Tribunal cantonal et d'autres autorités judiciaires sont fortement impliqués. Le Juge Yann Hofmann assure la présidence du COPIL du programme e-Justice et Dina Beti est mandante de deux projets, à des taux d'activité correspondant à 20%. Dans le cadre de ces projets informatiques, le Tribunal cantonal a été l'une des trois autorités pilotes pour la mise en œuvre du projet d'impression centralisée (IMCE); depuis septembre 2022, il utilise ce nouvel outil pour l'envoi de courriers. S'agissant des affaires

informatiques courantes, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ), poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel.

En outre, le Tribunal cantonal a renoncé à la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ), sous sa forme papier, dès 2022. Les arrêts de principe sont désormais publiés, avec un chapeau, dans un onglet spécifique de Tribuna Publication. Par conséquent, le Tribunal cantonal a modifié son règlement sur l'information du public en matière judiciaire (art. 6 al. 1 let. c et 16 al. 3 RTCInf).

Enfin, les manifestations usuelles auxquelles participe le Tribunal cantonal ont pu reprendre à la fin des restrictions sanitaires. Le Tribunal cantonal a ainsi participé à la douzième Conférence de la justice suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, et à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM). Il a par ailleurs organisé les 15 et 16 septembre 2022 les Journées des Juges administratifs de Suisse qui avaient été reportées en 2020, sous la direction de Christian Pfammatter, qui en est remercié. Ces Journées ont connu un franc succès et ont été grandement appréciées par l'ensemble des participants cantonaux, du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral.

1.1.1.1.1 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, le bilan global 2022 du Tribunal cantonal est positif en matière de gestion du volume des affaires quand bien même la charge de travail demeure importante. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a pu constater en particulier la charge importante de la I^e Cour d'appel civil, de la Cour d'appel pénal et de la II^e Cour administrative qui ont fait l'objet de différentes mesures de soutien. S'agissant de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, qui a vu ses entrées de dossiers exploser en 2022, des démarches ont été entreprises pour lui assurer dans l'immédiat l'aide ponctuelle de juges et de greffiers. S'agissant des effets de la crise liée au Covid-19 sur la charge du Tribunal cantonal, comme cela ressort des rapports 2020 et 2021, il conviendra de refaire ultérieurement le point, l'autorité de recours étant impactée à retardement, souvent plusieurs années après les effets ressentis en première instance.

Pour des compléments, il convient de se référer aux données statistiques et explications données par chacune des cours du Tribunal cantonal.

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) affaires pendantes au 1er janvier	1287	1325	1251	*1296	**1272	1052	1000
b) affaires enregistrées	3177	3289	3308	3249	2904	3043	2833
c) affaires liquidées	3139	3363	3264	3270	3124	3095	2837
d) affaires pendantes au 31 décembre	1325	1251	*1295	**1275	1052	1000	996

*La différence du nombre d'affaires pendantes s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

*Langue des affaires liquidées	2021	2022
Français	2614	2413
Allemand	457	403

*Les 21 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position ne sont pas comprises dans cette rubrique.

Cours civiles	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) affaires pendantes au 1er janvier	163	183	177	224	*215	206	222
b) affaires enregistrées	1170	1263	1261	1279	1222	1350	1213
c) affaires liquidées	1150	1269	1214	1285	1231	1334	1204
d) affaires pendantes au 31 décembre	183	177	224	*218	206	222	231

*La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Langue des affaires liquidées	2021	2022
Français	1208	1090
Allemand	126	114

Cours pénales	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) affaires pendantes au 1er janvier	156	154	179	*182	148	130	171
b) affaires enregistrées	551	574	528	534	446	465	501
c) affaires liquidées	553	549	526	568	464	424	488
d) affaires pendantes au 31 décembre	154	179	*181	148	130	171	184

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées	2021	2022
Français	339	421
Allemand	85	67

Cours administratives	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) affaires pendantes au 1er janvier	965	986	890	888	906	715	606
b) affaires enregistrées	1441	1419	1499	1417	1217	1204	1096
c) affaires liquidées	1420	1515	1501	1399	1408	1313	1124
d) affaires pendantes au 31 décembre	986	890	888	906	715	606	578

Langue des affaires liquidées	2021	2022
Français	1067	902
Allemand	246	222

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	204	91	83	86	26	2
Ile Cour d'appel civil	100	120	20	9	0	2
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	176	10	1	0	0	0
Chambre des poursuites et faillites	84	38	5	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	70	48	27	1	1	0
Cour d'appel pénal	46	19	24	62	42	0
Chambre pénale	99	127	48	13	8	0
le Cour administrative	36	40	27	49	42	8
Ile Cour administrative	43	41	34	61	21	3
IIle Cour administrative	41	71	25	21	5	1
Cour fiscale	7	33	12	57	2	0
le Cour des assurances sociales	17	23	32	133	28	3
Ile Cour des assurances sociales	18	36	57	64	30	3

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (à l'exception du Procureur général, de ses adjoints et de Mme Sandrine Chardonnens Olmo), le Tribunal pénal des mineurs, les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Sarine, de la Singine (sauf Debora Friedli) et de la Veveyse, les Justices de paix de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère, du Lac et de la Singine, les Préfectures de la Broye, de la Glâne, de la Singine et de la Veveyse, l'Autorité de surveillance du Registre foncier, ainsi que les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Sarine, de la Singine et du Lac et des districts du Sud), de recours en matière d'améliorations foncières, de recours en matière de premier relevé, et de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices de poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

Le nombre d'entrées au rôle de la I^e Cour d'appel civil (477) a quelque peu baissé en 2022 par rapport à l'année 2021 (544). Des ressources supplémentaires de greffe et une mise à contribution régulière de Juges cantonaux suppléants ont permis d'atténuer la surcharge dans laquelle se trouvait la Cour à la fin de l'année 2021. La charge de travail reste toutefois lourde et le temps de liquidation de certains dossiers trop important.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La charge de travail de la II^e Cour d'appel civil a légèrement augmenté en 2022. Les affaires enregistrées dans ses différents domaines sont passées de 222 à 264. Cette situation n'est pas inquiétante puisque le nombre de dossiers qui

ont pu être liquidés a également augmenté pour s'établir à 251. Enfin, pour 44 affaires en suspens en fin d'année, 27 l'étaient depuis moins de trois mois et une seule affaire datait de plus de 18 mois.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 197 en 2022.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Durant l'année écoulée, le nombre de dossiers enregistrés a connu une hausse importante de l'ordre de 40%. Une telle augmentation avait déjà été constatée en 2020 et trouvait alors son explication dans la pandémie de COVID-19 et ses conséquences. Il est pour l'heure difficile de déterminer la cause exacte à l'origine de la nouvelle hausse; une explication pourrait résider dans l'amélioration de la dotation en personnel en première instance.

A cela s'ajoute que la Cour doit faire face à une complexification des affaires dont elle a à connaître, en particulier dans le domaine de la protection de l'enfant, avec régulièrement des situations hautement conflictuelles et lourdes sur le plan émotionnel, sans oublier les recours et requêtes à traiter sans délai (par exemple placements à des fins d'assistance, placements en foyer/famille d'accueil, retrait ou restitution d'effet suspensif, mesures superprovisionnelles).

Malgré ce qui précède, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre est resté stable, les affaires de protection de l'enfant et de l'adulte continuant, dans toute la mesure du possible, à être jugées de manière prioritaire.

Cela étant, si le constat fait en 2022 devait se vérifier en 2023, il conviendra de mener des réflexions approfondies sur des mesures à prendre à court, moyen et long terme, étant rappelé que les Juges cantonaux composant la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte sont également membres de la I^e Cour d'appel civil et de la Chambre pénale, respectivement de la II^e Cour administrative, soit des cours dont la charge est particulièrement élevée.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La Cour a repris le rythme des affaires qu'elle connaissait avant la crise sanitaire. Elle siège systématiquement avec deux juges titulaires et un juge suppléant. Le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2022 (128) est élevé et la durée de traitement des dossiers s'est allongée. Cela peut s'expliquer non seulement par l'augmentation des nouvelles affaires au fil des années, mais également par le fait que le nombre de séances publiques a augmenté, en particulier au vu des exigences posées par le Tribunal fédéral, qui limitent la possibilité de recourir à la procédure écrite, moins chronophage et moins longue. D'autre part, les causes se complexifient, avec souvent des réquisitions de preuves nouvelles à traiter et d'autres décisions incidentes à prononcer. De plus, de nombreuses déclarations d'appel n'étant pas du tout motivées, la préparation des séances est plus compliquée. Si la situation perdure, la question de l'augmentation de la dotation de la Cour (1 juge supplémentaire assisté d'un greffier supplémentaire) devra se poser afin de mieux répartir les dossiers.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2022 a augmenté de plus de 13% (266 en 2021, 302 en 2022). Le taux de liquidation s'est quant à lui élevé d'environ 9% par rapport à l'année précédente (271 en 2021, 295 en 2022). La charge de travail est ainsi toujours importante et ce n'est que grâce à l'engagement des membres de la Chambre pénale qu'elle peut être contenue. Si la hausse des affaires devait perdurer, la situation pourrait devenir délicate, ce

d'autant que les causes de la compétence de la Chambre pénale nécessitent pour la plupart d'être traitées avec célérité. La révision du Code de procédure pénale qui entrera en vigueur le 1er janvier 2024 prévoit par ailleurs que l'autorité de recours statue dans les 6 mois (art. 397 al. 5 nCPP). Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les affaires de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

Le nombre des affaires entrées en 2022 (154) a connu une baisse sensible par rapport à 2021 (196) ce qui a permis de réduire de manière significative le nombre des affaires pendantes en fin d'année (115 en fin d'année 2021 pour 67 au 31.12.2022). L'activité de la I^e Cour administrative n'amène, pour le reste, pas de remarque particulière.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui s'est concrétisée par l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal le 2 octobre 2018, les règles cantonales d'aménagement du territoire et plus généralement du droit public de la construction ont connu des changements fondamentaux qui rompent avec les habitudes antérieures. Jusqu'à assimilation des nouvelles règles, cette situation entraîne une multiplication des contestations de la part des administrés et des collectivités locales. En particulier, les litiges en lien avec la densification du territoire et l'étendue de la zone à bâtir ont augmenté. Compte tenu du temps que prend une affaire devant les autorités de première instance avant de faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, on a déjà pu constater en 2021 une forte augmentation des dossiers ouverts en droit foncier (aménagement et constructions) auprès de la II^e Cour administrative. Alors qu'entre 2017 et 2020, le nombre d'affaires annuel oscillait entre 157 et 164, les entrées pour l'année 2021 avaient atteint le record absolu – depuis 1992 – de 197. Cette situation inquiétante s'est dramatiquement accentuée en 2022 pour atteindre le nombre de 265 entrées. En outre, vu les révisions en cours des planifications locales, rien ne laisse penser que cette situation se normalise. Des mesures en interne ont été prises en 2022 pour augmenter les forces de travail de la Cour. Afin d'éviter un prolongement de la durée des procédures dans ce domaine économiquement important, la Cour doit se réserver de requérir des mesures extraordinaires en 2023, dès lors que les mesures en interne sont limitées en raison de la charge générale de travail du Tribunal cantonal.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2022 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2022 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

Dans le sillage des deux dernières années, on a pu noter en 2022 le maintien, à un niveau plus bas, du nombre de dossiers nouvellement entrés, une tendance semblant pour l'heure se confirmer. Cette nouvelle baisse du niveau des entrées a permis, pour la troisième année consécutive, une diminution du stock des dossiers pendants (de 162 à 145 pour la I^e Cour et de 119 à 112 pour la II^e Cour).

Cette diminution du stock est en revanche moins marquée que lors des deux exercices précédents, le taux de liquidation global des affaires ayant diminué (569 en 2021, contre 444 en 2022).

Au-delà des apparences statistiques, il faut toutefois d'emblée relever que, compte tenu de la plus faible entrée des nouvelles affaires, les Juges suppléants ont été moins sollicités cette année encore et des forces rédactionnelles ont été mises à la disposition d'autres Cours. Et certains des Juges rédacteurs ont été occupés dans leurs fonctions administratives. Enfin, on notera le départ d'un greffier « historique » qu'il a fallu remplacer en cours d'année.

L'approche rédactionnelle est, cela étant, en train d'évoluer et peut influencer le taux de liquidation : le temps consacré à la rédaction des jugements devient en effet de plus en plus important, notamment en assurance-invalidité ou en assurance-accidents, pour répondre aux attentes toujours plus élevées - on le remarque dans leurs écritures - de certains assurés justiciables. A côté de cela, un cas particulièrement complexe en matière de responsabilité dans le domaine de la prévoyance professionnelle a également demandé un très grand travail à la II^e Cour.

En consacrant plus de temps à la réflexion parce qu'elles sont actuellement un peu moins surchargées, les deux Cours ont par ailleurs pu s'affranchir d'un rythme de liquidation autrefois effréné - et souvent désespérant - pour retrouver une situation beaucoup plus conforme à la normale, leur permettant, en fin de compte, de mieux dire et faire comprendre le droit. Ce qui, à terme, peut aussi amener les assurés à mieux accepter les décisions de première instance rendues à leur encontre.

Quoi qu'il en soit, les deux Présidents croisent les doigts pour que ces conditions de travail enfin normalisées demeurent, avec la stabilisation des entrées. Ils ne peuvent que saluer et remercier, pour leur précieuse contribution, leur curiosité et leur excellent état d'esprit, les greffiers-ières et les greffiers-ières-rapporteur-e-s, ainsi que leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants) et le toujours souriant personnel du greffe.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022
Beti Dina	Juge	1	1
Boivin Marc	Juge	0.5	0.5
Delabays Jérôme	Juge	1	1
Ducret Markus	Juge	1	1
Favre Michel	Juge	1	1
Frölicher Johannes	Juge	1	1
Gross Dominique	Juge	0.5	0.5
Hofmann Yann	Juge	0.5	0.5
Jungo Marianne	Juge	1	1
Kiener Daniela	Juge	0.5	0.5
Overney Catherine	Juge	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Juge	1	1
Pfammatter Christian	Juge	1	1
Schneuwly Laurent	Juge	1	1
Sugnaux Marc	Juge	1	1
Wohlhauser Sandra	Juge	1	1
Total EPT au 31.12.		14	14

Il n'y a pas eu de changements parmi les Juges cantonaux en 2022. Le Tribunal cantonal a toutefois pris acte de la démission pour raison d'âge de Christian Pfammatter de sa fonction de Juge cantonal au 31 décembre 2022. Trois Juges cantonaux ont désiré mettre à profit cette succession pour augmenter leur taux d'activité dès 2023, soit Marc Boivin (de 50% à 70%; +20%), Dominique Gross (de 50 à 60% ; +10%) et Yann Hofmann (de 50 à 70% ; + 20%). A la suite de l'approbation par le Conseil de la magistrature de ces augmentations de taux, le Tribunal cantonal a demandé de pouvoir rechercher dès 2023 un/une juge cantonal.e pour un taux d'activité de 50%, de langue maternelle française, avec d'excellentes connaissances de l'allemand ou bilingue, qui traitera des dossiers concernant le droit administratif, plus particulièrement l'aménagement du territoire, ainsi que le droit civil, notamment le droit matrimonial, et sera amené/e à rédiger des rapports dans ces domaines. Le Grand Conseil a élu à cette fonction Cornelia Thalman El Bachary, jusqu'à présent greffière-rapporteuse au Tribunal cantonal.

Le Tribunal cantonal remercie Christian Pfammatter pour l'engagement dont il a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant plus de trente ans. Né en 1957, Christian Pfammatter a suivi sa scolarité obligatoire à Villars-sur-Glâne, puis Fribourg, où il a obtenu sa maturité fédérale au Collège St-Michel. Il a ensuite entrepris des études de droit, couronnées en 1981 par une licence de l'Université de Fribourg. C'est à Genève qu'il a effectué un stage d'avocat et obtenu son brevet en 1984. Après un bref passage au service de la Confédération comme juriste auprès de l'Office fédéral de la justice dans le domaine de l'acquisition d'immeubles par des personnes résidant à l'étranger, il a exercé, dès 1985, la fonction de greffier auprès de la II^e Cour de droit public du Tribunal fédéral. En 1992, il a rejoint le Pouvoir judiciaire fribourgeois, à la suite de son élection par le Grand Conseil comme juge au nouveau Tribunal administratif cantonal, instance qui retrouvera les juridictions cantonales civiles et pénales au sein du Tribunal cantonal unifié en 2008. En tant que président de la II^e Cour administrative, Christian Pfammatter s'est particulièrement illustré dans les domaines de l'aménagement du territoire et des marchés publics, deux domaines

particulièrement complexes dont il est un expert reconnu bien au-delà des frontières cantonales. Mais il a également déployé ses compétences au sein de la I^e Cour administrative, notamment en charge du droit des étrangers, des droits politiques, de l'exécution des peines et mesures, ou encore de l'école et de la formation, et de la Cour fiscale. Son caractère affirmé doublé d'une grande capacité d'écoute, son pragmatisme et son sens de l'efficacité ont également marqué ses deux présidences du Tribunal cantonal en 2011, puis en 2020, année où il a dû relever l'intense défi de la conduite de l'institution en période de crise sanitaire, marquée par une généralisation du télétravail. Jeune retraité, Christian Pfammatter va néanmoins poursuivre son engagement au sein du Pouvoir judiciaire fribourgeois, le Grand Conseil l'ayant élu en septembre 2022 à la fonction de juge suppléant au Tribunal cantonal. Il continuera en outre de présider la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité du canton de Fribourg, une charge importante qu'il remplit depuis 2014.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléante de la Commission du notariat. Elle est en outre la mandante des projets Digitalisation des processus et Dossier judiciaire électronique au sein du Programme e-Justice. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Il est également actif dans le milieu de la culture et notamment de l'humour. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du Registre foncier. Michel Favre est membre de la Commission du barreau. Johannes Frölicher préside le Conseil de la magistrature. Il préside également la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Il est membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Il est - avec le Directeur de la sécurité, de la justice et du sport - co-mandant du programme e-Justice. Yann Hofmann est Juge suppléant au Tribunal fédéral, Vice-président de la Commission fédérale d'estimation – 5^{ème} arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé d'enseignement auprès de la Swiss Insurance Medicine SIM/l'Université de Lausanne. Il est mandant exécutif et Président du Comité de pilotage et du Bureau du Programme e-Justice. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Elle préside la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Présidente de l'Association St-Camille, à Marly, ainsi que de son Fonds de prévoyance. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Il est également Président de la Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (CTPrDM). Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

Juges suppléant-es au 31.12.2022

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Stéphanie Colella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

En remplacement de la Juge Mélanie Maillard Russier (démissionnaire en raison de sa nomination en qualité de Cheffe du Service de la justice), le Grand Conseil a élu Stéphanie Colella, pour une date d'entrée en fonction au 17 mai 2022. Le Grand Conseil a également procédé à l'élection de la personne qui sera amenée à remplacer le Juge Pascal Terrapon, démissionnaire pour raison d'âge au 31 décembre 2022. Il s'agit de Jean-Benoît Meuwly qui entrera en fonction le 1er janvier 2023. Par ailleurs, en lien avec la démission de Christian Pfammatter de sa fonction de juge cantonal au 31 décembre 2022, le Tribunal cantonal est intervenu auprès du Conseil de la magistrature pour obtenir son soutien à la proposition de candidature de Christian Pfammatter au poste de juge suppléant du Tribunal cantonal dès le 1er janvier 2023. Celui-ci a ensuite été élu par le Grand Conseil pour une entrée en fonction au 1er janvier 2023.

Le Tribunal cantonal remercie les Juges démissionnaires pour toute leur implication et leur soutien apporté à la justice fribourgeoise.

1.1.1.3.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022
Total EPT Greffiers (postes permanents)	20.45	20.45
Total EPT Stagiaires juristes	5	5
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	13.6	13.6
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	2	2
Total	41.05	41.05

La situation du greffe a évolué en 2022 : à la suite de l'intervention du Tribunal cantonal du 24 février 2022 auprès de la DSJS, le Conseiller d'Etat Romain Collaud a accordé un soutien exceptionnel à la 1^e Cour d'appel civil sous la forme d'un CDD de greffier supplémentaire à 80% pour 9 mois, d'avril à fin décembre 2022. Cette mesure urgente est liée à l'augmentation drastique des recours en matière matrimoniale, compte tenu notamment de la nouvelle méthode imposée par le Tribunal fédéral pour le calcul des pensions. Pour le budget 2023, la création d'un 0.8 EPT de greffier supplémentaire pour le Tribunal cantonal (pérennisation du 80% précité dès le 1^{er} janvier 2023) a été approuvée lors de l'adoption du budget par le Grand Conseil en novembre 2022.

71 personnes travaillent à ce jour au Tribunal cantonal :

- 16 Juges cantonaux
- 1 Secrétaire général
- 28 Greffiers
- 19 Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 adjointe administrative, 16 secrétaires - y compris comptables et bibliothèque -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
- 5 Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
- 2 Apprentis employés de commerce

71 (total) (70 en 2021, plus un greffier supplémentaire, lequel a occupé le 80% obtenu en CDD dès avril 2022)

En 2022, sans compter les Juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée (stagiaires et apprenties), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 35.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (34.05 en 2021 ; + 1 EPT de greffier) (20.45 EPT de greffiers + 13.6 EPT de collaborateurs administratifs + 1 EPT de Secrétaires général = 35.05 EPT).

Sur l'effectif budgétaire de 35.05 EPT, il est relevé qu'un 20% de poste de greffier est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter (poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation). Il est également précisé qu'1 EPT de personnel administratif est rattaché au SITel et un 0.1 EPT de bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire cantonale.

Départs-arrivées

Greffiers

Le 80% de greffier accordé à la 1^e Cour d'appel civil sous la forme d'un CDD de greffier supplémentaire à 80% pour 9 mois, d'avril à fin décembre 2022, est occupé par Corentin Schnetzler, ancien greffier-stagiaire. Pour remplacer Philippe Tena, démissionnaire, (greffier rapporteur à 80%), le Tribunal cantonal a procédé à l'engagement d'une greffière dont le contrat a dû être résilié avant la fin du temps d'essai ; il a été procédé à une nouvelle mise au concours. Sophie Allred a été nommée greffière-rapporteuse à 80% auprès des Cours des assurances sociales en lien avec le poste supplémentaire obtenu en 2021 pour soutenir ces cours. Par ailleurs, à la suite de l'élection de Séverine

Zehnder à la fonction de Présidente du Tribunal de la Gruyère, Emilie Dafflon a été nommé Greffière à 70%. En outre, pour assurer des vacances de postes et pour remplacer des personnes en congé maternité, Mélanie Balleyguier (80%, 7 mois) et Claire Duguet (35%, 4 mois), anciennes greffières-stagiaires, ont été engagées pour une période déterminée. Pour remplacer Cornelia Thalman El Bachary, élue Juge cantonale, le Tribunal cantonal a choisi Florian Mauron qui a débuté son activité de greffier le 1^{er} décembre 2022.

A noter enfin qu'à la suite d'échanges avec la DSJS, vu son implication à 20% dans le programme e-Justice, le Juge Yann Hofmann, pourra compter dès le 1er janvier 2023 sur l'engagement de durée déterminée d'un.e greffière à 50% (situation identique à celle de Dina Beti).

Personnel administratif

A la suite de la démission de Lauriane Berset, Murielle Risse a débuté son activité de collaboratrice administrative au 1er avril 2022. Quant à Florence Roulin, qui a démissionné à fin août, elle a été remplacée dès le mois d'octobre par Laure Wicky. Pour pallier la vacance de poste, Magui Guisolan qui était partie à la retraite anticipée à fin août 2021, a accepté de faire un remplacement sur une période de 2 mois.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Le 7 avril 2022, Sandra Wohlhauser a donné une conférence lors des Assises du Social, à Grangeneuve, sur le thème « e-justice, au service du justiciable ? » ; les 5 mai et 10 novembre 2022, elle a pris part aux 13^{ème} et 14^{ème} rencontres « Dialogue santé-justice ».

Les 15 et 16 septembre 2022, le Tribunal cantonal a organisé à Fribourg les Journées des Juges administratifs de Suisse.

La Présidente a participé à la douzième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne, en novembre 2022.

Plusieurs classes d'étudiants (gymnases, Université, EPAI) ont assisté à des séances de la Cour d'appel pénal. A cette occasion, ils ont également pu bénéficier d'une présentation du système judiciaire fribourgeois ainsi que d'une visite du bâtiment.

La Cour d'appel pénal a organisé à Fribourg la 7^{ème} rencontre INTERCAP, journée de travail réunissant les juges des Cours d'appel pénal de Suisse romande.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2022 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Dina Beti participe à la formation des avocats-stagiaires, sur le thème de la préparation à l'examen de droit civil et de procédure civile.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il poursuit sa collaboration

au Code de procédure civile annoté online. Il a également collaboré à la future édition du Commentaire romand du Code civil.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale et donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires. Il a donné une conférence sur la question de la qualité pour recourir lors de la journée annuelle de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois.

Dominique Gross est à nouveau co-auteur de la 7^e édition du « Basler Kommentar, ZGB II » (droit de superficie, art. 779-779I CC ; à paraître).

Christian Pfammatter et Yann Hofmann ont donné une conférence commune en matière d'aménagement du territoire à la Biennale du droit administratif organisée par la Fondation pour la formation continue des juges suisses.

Laurent Schneuwly donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires (procédure civile de première instance).

Marc Sugnaux intervient dans la formation dispensée aux avocats-stagiaires, sur le thème de la préparation à l'examen de droit administratif et de procédure administrative. Les 20 et 21 janvier 2022, il a également co-animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocats-stagiaires qui s'est tenu à Morat. Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, il a assumé la responsabilité du module 5 < Justice et publicité >. Dans ce contexte, il a également donné un cours sur les contacts entre les tribunaux et les médias.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

1. Einleitung

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2022 vorzulegen, und bestätigen, dass die darin präsentierten statistischen Daten korrekt sind.

Mit freundlicher Hochachtung

Freiburg, 17. Februar 2023



Dina Beti, Präsidentin



Frédéric Oberson, Generalsekretär

1.1 Tätigkeitsbericht 2022 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Kantonsgericht hat im Jahr 2022 2837 Urteile gefällt bzw. Angelegenheiten erledigt. Diese Zahl ist niedriger als in den früheren Jahren und insbesondere als im Vorjahr (2021: 3095; – 8.3 %) und vermag nicht, die effektive Arbeitslast des Kantonsgerichts, die sehr hoch geblieben ist, richtig widerzuspiegeln. Seit mehreren Jahren sind die Verfahren weit komplexer und die Dossiers dementsprechend umfangreicher geworden, und die Erledigungsdauer der Verfahren hat zugenommen. Diese Feststellungen veranlassen gewisse Abteilungen, zusätzliches Richter- und Gerichtsschreiber-Personal zu verlangen. Wenn dies andauert, wird die Möglichkeit zu prüfen sein, interne Rochaden vorzunehmen, um das Problem zu lösen. Da auch die Neueingänge abgenommen haben (2021: 3043; 2022: 2833; – 6.9 %), beträgt die Zahl der Pendenzen am 31. Dezember 2022 996, d. h. 4 Dossiers weniger als Ende 2021 (1000), was erfreulich ist. Zu dieser positiven Bilanz hat das gesamte Personal beigetragen, dem an dieser Stelle gedankt sei.

Organisation und Arbeitsweise

Die Covid-19-Pandemie hat das Gesamtgericht veranlasst, bestimmte Aufgaben an die Verwaltungskommission zu delegieren und Homeoffice-Massnahmen zu treffen. Am Ende der Pandemie beschloss das Gesamtgericht, diese Massnahmen, die sich als erfolgreich erwiesen haben, zu verlängern. So tagte das Gesamtgericht im Jahr 2022 wie im Jahr 2021 nur dreimal. Die Verwaltungskommission dagegen 16-mal. Das Kantonsgericht hat die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betreibungs- und Konkursämter durchgeführt und mehrere Beschlüsse auf dem Zirkulationsweg gefasst, so Stellungnahmen zu 21 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich und Personalanstellungen. Das Gerichtsschreiberpersonal hat nach wie vor die Möglichkeit, gemäss dem einschlägigen System des Staates Freiburg im Homeoffice zu arbeiten. Das Verwaltungspersonal dagegen verrichtet stets Präsenzarbeit, damit der reibungslose Betrieb der Gerichtsschreiberei sichergestellt ist.

Im Zuge der Analyse der richterlichen Gewalt des Kantons Freiburg, deren Bericht im Herbst 2021 abgegeben wurde, entwickelt das Kantonsgericht im Rahmen seines Leitplans 2022–2026 weiterhin Verbesserungsansätze. Der Leitplan beschreibt, wie sich das Kantonsgericht in den nächsten Jahren weiterentwickeln sollte, um weiterhin seine Aufgaben zu erfüllen und gleichzeitig seine Werte zu wahren. Er ist der Konvergenzpunkt zwischen dem Auftrag, den Werten und der Vision des Kantonsgerichts und liegt auf einer Linie mit dem ersten Leitplan für die Jahre 2017–2021. Der Leitplan 2022–2026 umfasst die drei Schwerpunkte Arbeitsorganisation, Kommunikation und elektronisches Dossier. Auf dieser Grundlage enthält er drei neue konkrete Projekte: «Erstellung eines Qualitätsleitfadens», «Modalitäten der internen Kommunikation» und «Information der Medien und der Öffentlichkeit». Der Leitplan sieht zudem vor, dass die Projekte «Organisation und Anforderungen hinsichtlich des Verwaltungspersonals» und «Vorbereitung des Kantonsgerichts auf das elektronische Dossier» fortgeführt werden; diese sind im Einklang mit dem Leitplan 2017–2021 bereits in Gang und nun unter dem Titel «Anpassung der Organisation des Kantonsgerichts an die Digitalisierung der Justiz» zusammengelegt.

2022 hat das Kantonsgericht den Akzent auf die «Modalitäten der internen Kommunikation» gelegt und beschlossen, dass das Personal des Kantonsgerichts über das Intranet über die Sitzungen der Verwaltungskommission und des Gesamtgerichts informiert wird. Nach einer sechsmonatigen Versuchsphase hat die Verwaltungskommission über diese neue Kommunikationsform eine positive Bilanz gezogen, so dass sie in den kommenden Jahren fortgeführt wird. Die Intranetsite wurde im Übrigen modernisiert und die Präsentationsstruktur erneuert.

Im Bereich der Informatik stützt sich das Grossprojekt zur Digitalisierung der Justiz auf das kantonale Programm e-Justice und auf das eidgenössische Programm Justitia 4.0, in die das Kantonsgericht und andere Gerichtsbehörden eingebunden sind. Richter Yann Hofmann ist Präsident des Steuerungsausschusses des Programms e-Justice und Dina Beti ist im Rahmen des besagten Programms Auftraggeberin zweier Projekte; beide Tätigkeiten entsprechen einem Beschäftigungsgrad von je 20 %. Im Rahmen dieser Informatikprojekte war das Kantonsgericht eine der drei Pilotbehörden bei der Umsetzung des Projekts «zentralisierter Druck». Das Kantonsgericht benutzt dieses neue Instrument seit September 2022 für den Versand von Schreiben. Was die laufenden Informatikangelegenheiten

anbelangt, setzt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden ihre Arbeiten mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) fort.

Darüber hinaus verzichtet das Kantonsgericht ab 2022 auf die Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung in der Papierform. Die Grundsatzurteile werden nun mit Leitsätzen über Tribuna Publikation publiziert und sind dort über eine Suchmaske zugänglich. Das Kantonsgericht hat die Art. 6 Abs. 1 Bst. c und 16 Abs. 3 seines Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen (InfoRKG) entsprechend abgeändert.

Die Veranstaltungen schliesslich, an denen das Kantonsgericht üblicherweise teilnimmt, konnten am Ende der Covid-19-Massnahmen wiederaufgenommen werden und das Kantonsgericht nahm an folgenden Anlässen teil: an der zwölften Schweizerischen Justizkonferenz, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte und an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter organisierten Tag der Richterinnen und Richter. Ausserdem veranstaltete das Kantonsgericht am 15. und 16. September 2022 unter der Leitung von Richter Christian Pfammatter die Schweizerische Verwaltungsrichtertagung, nachdem diese im Jahr 2020 verschoben werden musste. Diesem sei an dieser Stelle nochmals gedankt. Die Tagung war ein grosser Erfolg und wurde von allen Teilnehmenden der Kantone, des Bundesverwaltungsgerichts und des Bundesgerichts sehr geschätzt.

1.1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben, fällt die Gesamtbilanz des Kantonsgerichts hinsichtlich der Verwaltung des Geschäftsvolumens im Jahr 2022 trotz hoch gebliebener Arbeitslast positiv aus. Die Verwaltungskommission beurteilt das Geschäftsvolumen regelmässig gestützt auf die Statistiken. Dabei konstatierte sie insbesondere die bedeutende Geschäftslast des I. Zivilappellationshofs, des Strafvollstreckungshofs und des II. Verwaltungsgerichtshofs, die dann Gegenstand verschiedener Unterstützungsmassnahmen gebildet haben. Was den Kindes- und Erwachsenenschutzhof angeht, der 2022 einen bedeutenden Anstieg der Neueingänge verzeichnet hat, wurden Massnahmen getroffen, um ihm unverzüglich die punktuelle Unterstützung von Richter- und Gerichtsschreiberpersonal zuzusichern. Was die Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf die Arbeitslast des Kantonsgerichts angeht, wird – wie in den Jahresberichten 2020 und 2021 bereits erwähnt – später noch einmal Bilanz gezogen werden müssen, da die Beschwerdeinstanz solche Auswirkungen erst später zu spüren bekommt, oftmals erst mehrere Jahre nachdem sie sich in der Erstinstanz bemerkbar gemacht haben.

Ergänzende Angaben können den Statistiken und Erläuterungen der einzelnen Abteilungen des Kantonsgerichts entnommen werden.

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Abteilungen

Kantonsgericht	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	1287	1325	1251	*1296	**1272	1052	1000
b) eingetragene Angelegenheiten	3177	3289	3308	3249	2904	3043	2833
c) erledigte Angelegenheiten	3139	3363	3264	3270	3124	3095	2837
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	1325	1251	*1295	**1275	1052	1000	996

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und der am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

**Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

*Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022
Französisch	2614	2413
Deutsch	457	403

**Die 21 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, in denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat, sind in dieser Rubrik nicht enthalten.*

Zivilrechtliche Abteilungen	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	163	183	177	224	*215	206	222
b) eingetragene Angelegenheiten	1170	1263	1261	1279	1222	1350	1213
c) erledigte Angelegenheiten	1150	1269	1214	1285	1231	1334	1204
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	183	177	224	*218	206	222	231

**Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.*

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022
Französisch	1208	1090
Deutsch	126	114

Strafrechtliche Abteilungen	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	156	154	179	*182	148	130	171
b) eingetragene Angelegenheiten	551	574	528	534	446	465	501
c) erledigte Angelegenheiten	553	549	526	568	464	424	488
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	154	179	*181	148	130	171	184

**Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und der am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.*

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022
Französisch	339	421
Deutsch	85	67

Verwaltungsrechtliche Abteilungen	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	965	986	890	888	906	715	606
b) eingetragene Angelegenheiten	1441	1419	1499	1417	1217	1204	1096
c) erledigte Angelegenheiten	1420	1515	1501	1399	1408	1313	1124
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	986	890	888	906	715	606	578

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022
Französisch	1067	902
Deutsch	246	222

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Abteilungen bzw. Kammern.

	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	204	91	83	86	26	2
II. Zivilappellationshof	100	120	20	9	0	2
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	176	10	1	0	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	84	38	5	0	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	70	48	27	1	1	0
Strafappellationshof	46	19	24	62	42	0
Strafkammer	99	127	48	13	8	0
I. Verwaltungsgerichtshof	36	40	27	49	42	8
II. Verwaltungsgerichtshof	43	41	34	61	21	3
III. Verwaltungsgerichtshof	41	71	25	21	5	1
Steuergerichtshof	7	33	12	57	2	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	17	23	32	133	28	3
II. Sozialversicherungsgerichtshof	18	36	57	64	30	3

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht hat auf Delegation des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) die Staatsanwaltschaft inspiziert (mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts, seiner Stellvertreter und Sandrine Chardonnens Olmo), das Jugendstrafgericht, die Bezirksgerichte Glane, Saane, Sense (ausser Debora Friedli) und Vivisbach, die Friedensgerichte Broye, Glane, Greyerz, See und Sense, die Oberämter des Broye-, Glane-, Sense- und Vivisbachbezirks, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch sowie die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommissionen für Mietsachen (Saane, Sense/See und südliche Bezirke), die Rekurskommission für Bodenverbesserungen, die Rekurskommission für die Ersterhebung und die Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben.

In seiner originären Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht auch das kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Die Neueingänge des I. Zivilappellationshofs haben im Vorjahresvergleich etwas abgenommen (2021: 544; 2022: 477). Die Überlastungssituation, in der sich der I. Zivilappellationshof Ende 2021 befand, konnte dank zusätzlicher Gerichtsschreibereressourcen und dank des regelmässigen Beizugs von Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern verringert werden. Die Arbeitslast ist jedoch nach wie vor hoch und die Erledigungsdauer bestimmter Dossiers zu lang.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Die Arbeitslast des II. Zivilappellationshofs hat im Jahr 2022 leicht zugenommen. Die Neueingänge in seinen verschiedenen Zuständigkeitsbereichen haben von 222 auf 264 zugenommen. Diese Situation ist nicht besorgniserregend, weil die Zahl der erledigten Dossiers ebenfalls zugenommen hat (251). Von den 44 am Jahresende hängigen Angelegenheiten waren 27 seit weniger als drei Monaten hängig und eine einzige Angelegenheit war über 18 Monate alt.

Der II. Zivilappellationshof behandelt auch Rechtshilfeersuchen aus dem Ausland, von denen es im Jahr 2022 197 gegeben hat.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Kammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Behandlung der Angelegenheiten der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Im Jahr 2022 ist die Zahl der Neueingänge um bemerkenswerte 40 % angestiegen. Ein ebenso deutlicher Anstieg war bereits 2020 verzeichnet worden, damals infolge der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen. Gegenwärtig ist schwer zu sagen, welches die genauen Gründe dieser erneuten Zunahme sind. Eine Erklärung könnte sein, dass sich auf der Ebene der Erstinstanz die Personaldotation verbessert hat.

Hinzu kommt, dass der Kindes- und Erwachsenenschutzhof mit einer Zunahme der Komplexität der zu behandelnden Angelegenheiten konfrontiert ist. Dies insbesondere im Kinderschutz, wo die Situationen oftmals konfliktgeladen und emotional belastend sind. Ausserdem dulden verschiedene Beschwerden und Gesuche keinen Verzug (z. B. fürsorgerische Unterbringung, Unterbringung in Heimen/Pflegefamilien, Entzug oder Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung, superprovisorische Massnahmen).

Die Jahresendpendenzen sind trotz des Gesagten stabil geblieben, da die Kindes- und Erwachsenenschutzsachen weiterhin möglichst prioritär beurteilt werden.

Falls sich die Feststellungen von 2022 im Jahr 2023 wiederholen sollten, werden eingehende Überlegungen über mögliche kurz-, mittel- und langfristig zu treffende Massnahmen anzustellen sein. Dabei ist zu bedenken, dass die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter, aus denen sich der Kindes- und Erwachsenenschutzhof zusammensetzt, auch Mitglieder des I. Zivilappellationshofs und der Strafkammer bzw. des II. Verwaltungsgerichtshofs sind, also von Abteilungen mit einer besonders hohen Arbeitslast.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Der Strafappellationshof hat den Rhythmus der Geschäftsführung wiederaufgenommen, den er vor der Covid-19-Pandemie innehatte. Er urteilt systematisch in einer Dreierbesetzung bestehend aus zwei ordentlichen Richterinnen oder Richtern und einer Ersatzrichterin oder einem Ersatzrichter. Die Zahl der Pendenzen am 31. Dezember 2022 (128) ist hoch und die Erledigungsdauer der Angelegenheiten hat zugenommen. Dies kann erstens davon herrühren, dass die Neueingänge im Lauf der Jahre zugenommen haben, und zweitens davon, dass auch die öffentlichen Verhandlungen zugenommen haben, insbesondere weil die bundesgerichtliche Rechtsprechung die Möglichkeit einschränkt, Angelegenheiten im weniger zeitaufwändigen schriftlichen Verfahren zu erledigen. Andererseits werden die Angelegenheiten zunehmend komplexer – oftmals müssen Anträge auf Erhebung neuer Beweise behandelt und verfahrensleitende Verfügungen getroffen werden. Zudem fehlt zahlreichen Berufungserklärungen jede Begründung, was die Vorbereitung der Verhandlungen kompliziert. Wenn diese Situation anhält, wird man sich fragen müssen, ob

die Personaldotation des Strafpappellationshofs nicht um eine RichterIn oder einen Richter und eine GerichtsschreiberIn oder einen Gerichtsschreiber erhöhet werden mussste, um die Fälle besser zu verteilen.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der Neueingänge hat im Jahr 2022 im Vorjahresvergleich um über 13 % zugenommen (2021: 266; 2022: 302). Die Erledigungsquote hat im Vorjahresvergleich um rund 9 % zugenommen (2021: 271; 2022: 295). Die Arbeitslast ist somit nach wie vor hoch und es ist nur dank des Einsatzes der Mitglieder der Strafkammer, dass sie bewältigt werden kann. Sollten die Neueingänge weiter zunehmen, könnte die Lage heikel werden, umso mehr als die Beschwerden im Zuständigkeitsbereich der Strafkammer in den meisten Fällen rasch behandelt werden müssen. Die Revision der Strafprozessordnung, die am 1. Januar 2024 in Kraft treten wird, sieht im übrigen vor, dass die Beschwerdeinstanz innerhalb von sechs Monaten entscheidet (Art. 397 Abs. 5 nStPO). Revisionsgesuche, die beim Strafpappellationshof eingereicht werden, werden weiterhin von den Mitgliedern der Strafkammer behandelt.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Im Jahr 2022 hat es deutlich weniger Neueingänge gegeben als im Vorjahr (2021: 196; 2022: 154), wodurch die Jahresendpendenzen wesentlich reduziert werden konnten (Ende 2021: 115; Ende 2022: 67). Daruber hinaus gibt die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung führte zu grundlegenden Änderungen der kantonalen Raumplanungsregeln und des öffentlichen Baurechts ganz allgemein, die mit den früheren Gepflogenheiten brechen. Die neuen bundesrechtlichen Regeln fanden ihren Niederschlag im neuen kantonalen Richtplan, der am 2. Oktober 2018 erlassen wurde. Bis zur Assimilation der neuen Regeln führt diese Situation zu vermehrten Beanstandungen seitens der Rechtsunterworfenen und der lokalen Körperschaften. Vor allem Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Baulandverdichtung und den Ausmassen der Bauzonen haben zugenommen. In Anbetracht der Dauer der erstinstanzlichen Behandlung der Angelegenheiten bis zu einer allfälligen Beschwerde beim Kantonsgericht machte sich die Zunahme am II. Verwaltungsgerichtshof schon im Jahr 2021 mit einem starken Anstieg der Neueingänge im Bereich des Bodenrechts (Raumplanung und Bauwesen) bemerkbar: Während die Zahl der Neueingänge von 2017 bis 2020 noch zwischen 157 und 164 pro Jahr geschwankt hatte, erreichte sie im Jahr 2021 mit 197 Neueingangen den höchsten Wert seit 1992. Und im Jahr 2022 hat sich diese besorgniserregende Situation nun mit 265 Neueingangen nochmals dramatisch verschärft. Angesichts der laufenden Revisionen der Ortsplanungen gibt es zudem keine Anzeichen für eine baldige Rückkehr zur Normalität. Im Jahr 2022 wurden interne Massnahmen getroffen, um die Arbeitskräfte des Gerichtshofs aufzustocken. Um eine Verlängerung der Verfahrensdauer in diesem wirtschaftlich wichtigen Bereich zu vermeiden, muss sich der Gerichtshof vorbehalten, im Jahr 2023 ausserordentliche Massnahmen zu beantragen, weil die internen Massnahmen aufgrund der allgemein hohen Arbeitslast des Kantonsgerichts beschränkt sind.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2022 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2022 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die Zahl der Neueingänge ist im Jahr 2022 leicht unter dem Niveau der beiden vorangegangenen Jahre geblieben, womit sich der Trend zu bestätigen scheint. Dieser weitere Rückgang der Neueingänge ermöglichte das dritte Jahr in Folge eine Reduktion der Pendenzen (von 162 auf 145 am I. Gerichtshof und von 119 auf 112 am II. Gerichtshof).

Die Reduktion der Pendenzen ist jedoch weniger hoch als in den zwei vorangegangenen Jahren, weil die gesamthaft erledigten Angelegenheiten abgenommen haben (2021: 569; 2022: 444).

Über diesen statistischen Anschein hinaus ist jedoch zu erwähnen, dass die Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter aufgrund der geringeren Anzahl Neueingänge auch im Berichtsjahr weniger gefordert waren und dass anderen Abteilungen deshalb redaktionelle Kräfte zur Verfügung gestellt wurden. Des Weiteren waren einige Richterinnen und Richter auch in ihren Verwaltungsfunktionen beschäftigt. Schliesslich ist noch der Weggang eines «historischen» Gerichtsschreibers zu erwähnen, der im Berichtsjahr ersetzt werden musste.

Dies vorausgeschickt, verändert sich die redaktionelle Arbeit allmählich, was wiederum die Erledigungsquote beeinflussen kann: Die Dauer der Urteilsredaktion verlängert sich zunehmend, insbesondere in der Invaliden- und Unfallversicherung, weil die Erwartungen bestimmter rechtsuchender Versicherten steigen – was sich in ihren Eingaben zeigt. Darüber hinaus war ein besonders komplexer Haftungsfall im Bereich der beruflichen Vorsorge am II. Sozialversicherungsgerichtshof mit einem sehr hohen Arbeitsaufwand verbunden.

Indem die beiden Gerichtshöfe der Reflexion mehr Zeit widmen, weil sie zurzeit etwas weniger überlastet sind, konnten sie sich vom unlängst noch hektischen – und oftmals hoffnungslosen – Erledigungsrhythmus lösen und zu einer normaleren Situation zurückfinden, die es ihnen letztlich ermöglicht, bessere und verständlichere Urteile zu fällen. Dies kann letztendlich auch dazu führen, dass die Versicherten die gegen sie ergangenen erstinstanzlichen Entscheide besser akzeptieren.

Wie dem auch sei, hoffen die beiden Präsidenten, dass diese endlich normalisierten Arbeitsbedingungen mit der Stabilisierung der Neueingänge bestehen bleiben werden, und danken den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern, den Gerichtsschreiber-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstattern, ihren Richterkolleginnen und Richterkollegen (ordentlichen Richterinnen und Richtern und Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern) und dem stets lächelnden Personal der Gerichtsschreiberei für ihre geschätzte Arbeit, ihre Neugier und ihre beispielhafte Einstellung.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/-innen

Berufsrichter/-innen – Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022
Beti Dina	Richterin	1	1
Boivin Marc	Richter	0.5	0.5
Delabays Jérôme	Richter	1	1
Ducret Markus	Richter	1	1
Favre Michel	Richter	1	1
Frölicher Johannes	Richter	1	1
Gross Dominique	Richterin	0.5	0.5
Hofmann Yann	Richter	0.5	0.5
Jungo Marianne	Richterin	1	1
Kiener Daniela	Richterin	0.5	0.5
Overney Catherine	Richterin	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Richterin	1	1
Pfammatter Christian	Richter	1	1
Schneuwly Laurent	Richter	1	1
Sugnaux Marc	Richter	1	1
Wohlhauser Sandra	Richterin	1	1
Total VZÄ am 31.12.		14	14

Bei den Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern hat es im Jahr 2022 keinen Wechsel gegeben. Das Kantonsgericht hat jedoch den Altersrücktritt von Christian Pfammatter per 31. Dezember 2022 von seinem Amt als Kantonsrichter zur Kenntnis genommen. Eine Kantonsrichterin und zwei Kantonsrichter wollten den Anlass der Amtsnachfolge nutzen, um ihren Beschäftigungsgrad ab 2023 zu erhöhen: Marc Boivin (von 50 auf 70 %; + 20 %), Dominique Gross (von 50 auf 60 %; + 10 %) und Yann Hofmann (von 50 auf 70 %; + 20 %). Nach Genehmigung dieser Erhöhungen durch den Justizrat beantragte das Kantonsgericht, per 2023 eine Kantonsrichterin oder einen Kantonsrichter zu 50 % einstellen zu können, die oder der französischer Muttersprache mit ausgezeichneten Deutschkenntnissen oder zweisprachig ist und Dossiers im Bereich des Verwaltungsrechts, insbesondere der Raumplanung, sowie des Zivilrechts, insbesondere des Eherechts, bearbeitet und in diesen Bereichen Berichte verfasst. Der Grosse Rat hat zu dieser Funktion Cornelia Thalmann El Bachary ernannt, die bisher Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Kantonsgericht war.

Das Kantonsgericht dankt Christian Pfammatter für sein über dreissigjähriges Engagement für die Freiburger Justiz. Christian Pfammatter wurde 1957 geboren. Er absolvierte die obligatorische Schulzeit in Villars-sur-Glâne und schloss am Kollegium St. Michael in Freiburg die eidgenössische Matura ab. Danach studierte er Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg und erwarb das Lizentiat im Jahr 1981. Sein Anwaltspraktikum absolvierte er in Genf und erlangte 1984 sein Anwaltspatent. Er arbeitete eine kurze Zeit lang als Jurist beim Bundesamt für Justiz im Bereich des Grundstückserwerbs durch Personen im Ausland und ab 1985 als Gerichtsschreiber der Zweiten öffentlich-rechtlichen Abteilung des Bundesgerichts. 1992 wechselte er in die Freiburger Judikative, als ihn der Grosse Rat zum Richter am neuen kantonalen Verwaltungsgericht ernannte, das im Jahr 2008 mit der kantonalen Zivil- und Strafgerichtsbarkeit im vereinigten Kantonsgericht zusammengelegt wurde.

Als Präsident des II. Verwaltungsgerichtshofs zeichnete sich Christian Pfammatter in den Bereichen Raumplanung und öffentliches Beschaffungswesen besonders aus. Seine Expertise in diesen beiden hochkomplexen Bereichen ist weit über die Kantonsgrenzen hinaus bekannt. Er setzte seine Kompetenzen aber auch im I. Verwaltungsgerichtshof ein, der insbesondere Angelegenheiten aus den Bereichen Ausländerrecht, politische Rechte, Justiz- und Massnahmenvollzug sowie Schule und Ausbildung behandelt, und im Steuergerichtshof. Sein starker Charakter, seine Fähigkeit zuzuhören, sein Pragmatismus und sein Sinn für Effizienz prägten auch seine beiden Amtszeiten als Präsident des Kantonsgerichts im Jahr 2011 und im Jahr 2020, als er vor der grossen Herausforderung stand, das Kantonsgericht durch die Pandemie zu führen, die durch eine Verallgemeinerung der Homeoffice-Arbeit gekennzeichnet war. Der frisch pensionierte Christian Pfammatter wird seine Kompetenzen weiterhin in den Dienst der Freiburger Judikative stellen, nachdem ihn der Grosse Rat im September 2022 zum Ersatzrichter am Kantonsgericht ernannt hat. Ausserdem wird er weiterhin der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit des Kantons Freiburg vorstehen, eine wichtige Aufgabe, die er seit 2014 wahrnimmt.

Was die Nebentätigkeiten der Richterinnen und Richter angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Notariatskommission und ausserdem Auftraggeberin für die Projekte Prozessdigitalisierung und elektronisches Gerichtsossier im Rahmen des Programms e-Justice. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und Lehrbeauftragter für Recht an der HSW Freiburg im Rahmen des CAS Public Management. Ausserdem ist er im Kulturbereich und insbesondere in der Humorszene aktiv. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Mitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher ist Präsident des Justizrats, Präsident der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und Mitglied des Vorstandes des Früherziehungsdienstes und der Therapiestelle CTTS der Stiftung «Les Buissonnets». Zudem ist er Mitauftraggeber des Programms e-Justice mit dem Vorsteher der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion (JSJD). Yann Hofmann ist nebenamtlicher Richter am Bundesgericht, Vizepräsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 5, Präsident des gestützt auf den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/VOPSI gebildeten Schiedsrats und Lehrbeauftragter bei der Swiss Insurance Medicine SIM und der Universität Lausanne. Zudem ist er exekutiver Auftraggeber und Präsident des Lenkungs Komitees und des Büros des Programms e-Justice. Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO) und präsidiert die Rekurskommission der Universität Freiburg. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist auch Präsidentin der «Association St-Camille» in Marly und ihrer Pensionskasse. Christian Pfammatter ist Vorsitzender der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Präsident der «Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois». Laurent Schnewly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen und Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Zudem ist er Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richtera Akademie sowie Präsident des SSO. Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission, Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg.

Ersatzrichter/-innen am 31.12.

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Stéphanie Colella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

Zur Nachfolgerin von Richterin Mélanie Maillard Russier (die infolge ihrer Ernennung zur Vorsteherin des Amts für Justiz [AJ] zurückgetreten ist) hat der Grosse Rat Stéphanie Colella gewählt, die ihr Amt am 17. Mai 2022 angetreten hat. Der Grosse Rat hat auch die Person gewählt, die Richter Pascal Terrapon ersetzt, der am 31. Dezember 2022 altershalber zurückgetreten ist. Es handelt sich um Jean-Benoît Meuwly, der sein Amt am 1. Januar 2023 angetreten hat. Im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Christian Pfammatter von seinem Amt als Kantonsrichter per 31. Dezember 2022 intervenierte das Kantonsgericht zudem beim Justizrat, um dessen Unterstützung für den Kandidaturvorschlag von Christian Pfammatter zum Ersatzrichter des Kantonsgerichts ab dem 1. Januar 2023 zu erhalten. Der Grosse Rat hat diesen darauf mit Amtsantritt am 1. Januar 2023 gewählt.

Das Kantonsgericht dankt den abtretenden Richterinnen und Richtern für ihren Einsatz für die Freiburger Justiz.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2021	2022
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	20.45	20.45
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	13.6	13.6
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	2
Total	41.05	41.05

Die Lage der Gerichtsschreiberei hat sich im Jahr 2022 weiterentwickelt: Nach der Intervention des Kantonsgerichts vom 24. Februar 2022 bei der SJSJ gewährte Staatsrat Romain Collaud dem I. Zivilappellationshof eine ausserordentliche Unterstützung in Form einer auf neun Monate befristeten zusätzlichen Gerichtsschreiberstelle zu 80 % von April bis Ende Dezember 2022. Diese dringliche Massnahme steht im Zusammenhang mit der drastischen Zunahme der Beschwerden in eherechtlichen Angelegenheiten insbesondere infolge der vom Bundesgericht vorgeschriebenen neuen Methode zur Unterhaltsberechnung. Bei der Verabschiedung des Budgets 2023 im November 2022 hat der Grosse Rat die Schaffung eines zusätzlichen 0,8-Gerichtsschreiber-VZÄ für das Kantonsgericht bewilligt (Verstetigung der obenerwähnten befristeten 80 % ab dem 1. Januar 2023).

71 Personen arbeiten derzeit beim Kantonsgericht:

- 16 Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter
- 1 Generalsekretär
- 28 Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber
- 19 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verwaltungspersonals (1 Verwaltungsadjunktin, 16 Sekretärinnen und Sekretäre einschliesslich Buchhalterinnen und Buchhalter und Bibliothek, 1 Weibel, 1 Gerichtsarchivar zu 10 % [angestellt vom AJ])
- 5 Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten (im Prinzip 10 über das Jahr)
- 2 Lernende Kauffrauen

71 (Total) (2021: 70, plus ein zusätzlicher Gerichtsschreiber, der ab April 2022 die befristete 80 %-Stelle innegehabt hat)

Im Jahr 2022 bestand der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts aus 35,05 VZÄ (2021: 34,05; plus 1 Gerichtsschreiber-VZÄ) (20,45 Gerichtsschreiber-VZÄ plus 13,6 Verwaltungspersonal-VZÄ plus 1 Generalsekretären-VZÄ: 35,05 VZÄ). Dies, ohne die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter (14 VZÄ) und die befristeten Anstellungen (Praktikantinnen und Praktikanten und Lernende).

Es ist hervorzuheben, dass vom Budgetbestand von 35,05 VZÄ 20 % einer Gerichtsschreiberstelle der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugewiesen ist; diese Stelle ist im Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe untergebracht. Des Weiteren wird präzisiert, dass 1 Verwaltungspersonal-VZÄ dem ITA und 0,1 Bibliothekaren-VZÄ der Kantons- und Universitätsbibliothek angegliedert sind.

Weggänge - Neuzugänge

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Die zusätzliche, befristete 80 %-Gerichtsschreiberstelle, die dem I. Zivilappellationshof für die neun Monate von April bis Ende Dezember 2022 zugesprochen wurde, wurde vom ehemaligen Gerichtsschreiber-Praktikant Corentin Schnetzler besetzt. Für die Nachfolge des scheidenden Philippe Tena (Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu 80 %) stellte das Kantonsgericht eine Gerichtsschreiberin ein, deren Vertrag dann aber vor Ablauf der Probezeit gekündigt

werden musste. Diese Stelle wurde deshalb nochmals ausgeschrieben. Sophie Allred wurde zur Gerichtsschreiber-Berichterstatterin zu 80 % bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen ernannt, dies im Zusammenhang mit der zusätzlichen Stelle, die 2021 zur Unterstützung dieser Gerichtshöfe erhalten wurde. Darüber hinaus wurde nach der Wahl von Séverine Zehnder zur Präsidentin des Bezirksgerichts Greyerz Emilie Dafflon zur Gerichtsschreiberin zu 70 % ernannt. Zur Überbrückung von Vakanzen und Vertretung von Gerichtsschreiberinnen während des Mutterschaftsurlaubs wurden ausserdem ehemalige Gerichtsschreiber-Praktikantinnen befristet angestellt, nämlich Mélanie Balleyguier für sieben Monate zu 80 % und Claire Duguet für vier Monate zu 35 %. Als Nachfolge von Cornelia Thalman El Bachary, die zur Kantonsrichterin gewählt wurde, hat das Kantonsgericht Florian Mauron ausgewählt, der seine Tätigkeit als Gerichtsschreiber am 1. Dezember 2022 begonnen hat.

Zu guter Letzt ist zu erwähnen, dass Richter Yann Hofmann angesichts seiner 20 %-igen Tätigkeit für das Programm e-Justiz nach Austausch mit der SJSJ ab dem 1. Januar 2023 auf die befristete Anstellung einer Gerichtsschreiberin oder eines Gerichtsschreibers zu 50 % zählen kann (gleiche Situation wie bei Dina Beti).

Verwaltungspersonal

Infolge der Kündigung von Lauriane Berset hat Murielle Risse am 1. April 2022 ihre Tätigkeit als Verwaltungsmitarbeiterin aufgenommen. Florence Roulin, die Ende August gekündigt hat, wurde ab Oktober durch Laure Wicky ersetzt. Magui Guisolan, die Ende August 2021 vorzeitig in den Ruhestand getreten war, erklärte sich bereit, die Funktion zur Überbrückung der Vakanz für einen Zeitraum von zwei Monaten zu übernehmen.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jedes Jahr nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Die Präsidentin, weitere Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen wurde.

Sandra Wohlhauser hielt an der elften Konferenz für Sozialfragen vom 7. April 2022 in Grangeneuve einen Vortrag mit dem Titel «E-Gericht: im Dienste der Rechtsuchenden?», und am 5. Mai und 10. November 2022 nahm sie an der 13. und 14. Sitzung der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» teil.

Das Kantonsgericht richtete am 15. und 16. September 2022 in Freiburg die Schweizerische Verwaltungsrichtertagung aus.

Die Präsidentin nahm an der zwölften eidgenössischen Justizkonferenz teil, die das Bundesgericht im November 2022 in Lausanne abgehalten hat.

Schulklassen und Studierende (Kollegien, Berufsfachschule, Universität) konnten Verhandlungen des Strafappellationshofs beiwohnen, und ihnen wurde bei dieser Gelegenheit das Freiburger Gerichtssystem präsentiert und das Gerichtsgebäude gezeigt.

Der Strafappellationshof hat in Freiburg das siebte Treffen der Richterinnen und Richter der strafrechtlichen Berufsabteilungen der Westschweiz (INTERCAP) ausgerichtet.

Weiterbildungen der Richterinnen und Richter

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richterinnen und Richter im Jahr 2022 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richterinnen und Richter und Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Dina Beti beteiligt sich am Unterricht der Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten zur Vorbereitung auf die Prüfung in Zivil- und Zivilprozessrecht.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse in Zivilprozessrecht. Er hat sich an einem Kurs für Studierende der Universität Freiburg über das Zivilverfahren in der Praxis beteiligt. Er wirkt weiterhin an der annotierten Schweizerischen Zivilprozessordnung online mit und hat auch an der künftigen Ausgabe des «Commentaire romand du Code civil» mitgewirkt.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP («École romande de la magistrature pénale») im Rahmen des CAS Strafschiedliche und unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des Freiburger Anwaltsverbands (FAV) für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten. Am jährlichen Weiterbildungstag des FAV hat er einen Vortrag über die Beschwerdelegitimation gehalten.

Dominique Gross ist erneut Mitautorin bei der 7. Auflage des Basler Kommentars, ZGB II (Baurechtsdienstbarkeit, Art. 779–779I ZGB; erscheint demnächst).

Christian Pfammatter und Yann Hofmann haben an der vierten Biennale des Verwaltungsrechts, die von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter organisiert wurde, gemeinsam einen Vertiefungsworkshop über Raumplanungsrecht geleitet.

Laurent Schneuwly unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten (in erstinstanzlichem Zivilverfahren).

Marc Sugnaux beteiligt sich am Unterricht der Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten zur Vorbereitung auf die Prüfung in Verwaltungs- und Verwaltungsverfahrenrecht. Am 20. und 21. Januar 2022 hat er das jährliche Ausbildungsseminar für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten, das in Murten stattfand, unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts mitgeleitet. Im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie war er für das Modul 5 «Gericht und Öffentlichkeit» verantwortlich. In diesem Kontext hielt er auch einen Vortrag über die Kontakte zwischen den Gerichten und den Medien.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über die Beschwerde und die Revision im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafschiedliche.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2022 (état au 31.12.) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2022 (Stand 31.12.)

Présidente / Präsidentin

Dina Beti

Vice-président / Vizepräsident

Marc Sugnaux

Membres / Mitglieder

Marc Boivin

Jérôme Delabays

Markus Ducret

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Laurent Schneuwly

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Acharti

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Mathias Boschung

Sonia Bulliard Grosset

Jenny Castella

Stéphanie Colella

Francine Defferrard

Catherine Faller

Susanne Fankhauser

Debora Friedli

Caroline Gauch

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Michel Heinzmann

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

Bruno Pasquier

Armin Sahli

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Jean-Marc Sallin
Sandrine Schaller Walker
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot
Marc Zürcher

Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen**I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

Président / Präsident Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder Dina Beti
Sandra Wohlhauser
Laurent Schneuwly
Yann Hofmann

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Présidente / Präsidentin Dina Beti
Membres / Mitglieder Catherine Overney
Michel Favre
Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente / Präsidentin Catherine Overney
Membres / Mitglieder Dina Beti
Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente / Präsidentin Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder Jérôme Delabays
Michel Favre
Laurent Schneuwly

Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Dina Beti
	Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud
	Christian Pfammatter
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo
	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

Cour fiscale / Steuergesichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter
	Dina Beti
	Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Membres / Mitglieder	Dominique Gross
	Yann Hofmann
	Marianne Jungo
	Marc Sugnaux

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Membres / Mitglieder	Daniela Kiener
	Anne-Sophie Peyraud
	Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01.hängige Angelegenheiten	132	157
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	544	477
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	519	492
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12.hängige Angelegenheiten	157	142

Provenance / Herkunft	2021	2022
Sarine / Saane	99	87
Singine / Sense	8	16
Gruyère / Greyerz	34	50
Lac / See	23	15
Glâne / Glane	18	22
Broye/ Broye	26	21
Veveyse / Vivisbach	25	20
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	2	2
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	2	1
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	1	0
Justice de paix de la Veveyse / Friedensgericht des Vivisbachbezirks	0	1
Autres / Andere	281	257
Total	519	492

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	38	29
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	107	128
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Rejet / Abweisung	84	90
Irrecevables / Nichteintreten	34	26
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	5
Retrait / Rückzug	10	11
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	21	26
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	165	145
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	36	20
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	6	5
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	2
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	0	1
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1
Total	519	492

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Droit des personnes / Personenrecht	0	2
Droit de la famille / Familienrecht	111	130
dont mesures protectrices de l'union conjugale / davon Eheschutzmassnahmen	48	59
Droit des successions / Erbrecht	8	3
Droit réels / Sachenrecht	5	11
Droit des obligations / Obligationenrecht	20	21
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	2	2
Récusation / Ausstand	11	13
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	0	1
Conciliation / Schlichtung	0	1
Frais de justice / Gerichtskosten	3	1
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	3
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	2	4
Sûretés / Sicherheiten	3	3
Exécution / Vollstreckung	6	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	54	61
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	49	43
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	13	7
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	220	179
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	5	2
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	0
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	3	3
Divers / Verschiedenes	1	2
Total	519	492

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	48	44
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	594	460
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	598	438
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	44	66

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale. / Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

Provenance / Herkunft	2021	2022
Sarine / Saane	66	81
Singine / Sense	11	10
Gruyère / Greyerz	30	51
Lac / See	16	7
Glâne / Glane	5	6
Broye/ Broye	20	22
Veveyse / Vivisbach	8	11
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	378	187
Autres / Andere	64	63
Total	598	438

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	50	57
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	8	13
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	5
Rejet / Abweisung	64	73
Irrecevables / Nichteintreten	20	45
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	31	27
Retrait / Rückzug	5	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	7
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	2	1
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	1	2
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	6	2
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	25	18
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	378	187
par arrêt / mit Urteil	5	3
par transmission simple / ohne Urteil	373	184
Total	598	438

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	9	1
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	15	14
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	1
Travail / Arbeit	9	14
Bail / Mietgerichtsbarkeit	15	20
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	113	135
dont faillites / davon Konkurse	30	28
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	83	107
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	35	38
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0
Récusation / Ausstand	4	10
Conciliation / Schlichtung	1	0
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	0	1
Exécution / Vollstreckung	1	0
Frais de justice / Gerichtskosten	1	1
Sursis et remise des frais de justice / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	0	0
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	2
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	3	0
Sûretés / Sicherheiten	0	3
Révision / Revision	1	0
Mémoire préventif / Schutzschrift	2	1
Séquestre / Arrest	2	1
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	0	3
Entraide judiciaire internationale / Internationale Rechtshilfe	378	187
Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	2	1
Propriété intellectuelle et protection des données / Geistiges Eigentum und Datenschutz	3	3
Cartels / Kartelle	0	1
Droits réels / Sachenrecht	0	1
Total	598	438

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	3	4
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	110	132
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	109	127
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	4	9

Provenance / Herkunft	2021	2022
Sarine / Saane	14	18
Singine / Sense	3	5
Gruyère / Greyerz	4	12
Lac / See	2	4
Glâne / Glane	2	5
Broye/ Broye	10	3
Veveyse / Vivisbach	4	8
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	45	42
Autres / Andere	25	30
Total	109	127

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	12	15
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	9
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	3
Rejet / Abweisung	25	27
Irrecevables / Nichteintreten	5	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Sans objet / Gegenstandslos	11	12
Retrait / Rückzug	1	4
Visé / Geprüft	47	46
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	0	1
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	6
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	1
Total	109	127

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Plaintes / Beschwerden	39	54
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	2
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	0	1
Réalisation forcée des immeubles / Zwangsverwertung von Grundstücken	2	1
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	47	46
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	2	7
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	8	7
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	9	9
Total	109	127

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2021	2022
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	61	62
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	21	22
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	21	29
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	6	14
Total	109	127

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	23	17
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	102	144
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	108	147
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	17	14

Provenance / Herkunft	2021	2022
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	28	48
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	11	9
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	11	15
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	0	2
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	3	7
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	8
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	8	6
Autres / Andere	38	52
Total	108	147

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	7	12
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	7
Irrecevables / Nichteintreten	10	17
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Rejet / Abweisung	30	48
Retrait / Rückzug	1	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	19	28
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	5
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	12	18
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Total	108	147

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Recours / Beschwerde	56	82
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	6	16
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	16	31
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	34	35
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	27	34
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	6	4
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	11	17
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0
Sursis et remise des frais judiciaires / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	1	0
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	0	1
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	0	2
Frais de justice / Gerichtskosten	0	1
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	3	3
Récusation / Ausstand	2	3
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	0
Total	108	147

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	77	122
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	199	199
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	154	193
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	122	128

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2021	2022
Sarine / Saane	23	15
Singine / Sense	13	9
Gruyère / Greyerz	9	8
Lac / See	11	4
Glâne / Glane	1	1
Broye/ Broye	1	6
Veveyse / Vivisbach	3	4
Total	61	47

Juge de police / Polizeirichter	2021	2022
Sarine / Saane	25	62
Singine / Sense	2	5
Gruyère / Greyerz	10	22
Lac / See	5	8
Glâne / Glane	3	5
Broye/ Broye	13	8
Veveyse / Vivisbach	4	9
Total	62	119

	2021	2022
Tribunal pénal des mineurs / Jugendstrafgericht	3	1
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	6	6
Ministère public / Staatsanwaltschaft	6	4
Autres / Andere	16	16
Total	31	27

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	13	28
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	34	41
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2
Transaction - ratification / Vergleich – Genehmigung	0	1
Rejet / Abweisung	43	48
Irrecevables / Nichteintreten	9	7
Sans objet / Gegenstandslos	31	45
Retrait / Rückzug	15	13
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	3	4
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	4	3
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Total	154	193

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Appels / Berufungen	131	173
Récusation / Ausstand	1	1
Consultation du dossier / Akteneinsicht	1	0
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	2
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	9	13
Révision / Revision	9	4
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	1	0
Total	154	193

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	53	49
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	266	302
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	270	295
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	49	56

Provenance / Herkunft

	2021	2022
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
Sarine / Saane	9	7
Singine / Sense	1	0
Gruyère / Greyerz	2	2
Lac / See	1	3
Broye/ Broye	3	3
Veveyse / Vivisbach	0	1
Total	16	16
Juge de police / Polizeirichter	2021	2022
Sarine / Saane	4	16
Singine / Sense	3	2
Gruyère / Greyerz	6	4
Lac / See	1	1
Glâne / Glane	1	3
Broye/ Broye	0	2
Veveyse / Vivisbach	0	2
Total	15	30
	2021	2022
Ministère public / Staatsanwaltschaft	160	170
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	0
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	26	27
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	1	1
Autres / Andere	51	51
Total	239	249

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admis / Gutheissung	29	21
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	11	21
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	15	25
Rejetés / Abweisung	106	111
Irrecevables / Nichteintreten	62	69
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1
Retirés / Rückzug	7	2
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Transaction / Ratification / Vergleich / Genehmigung	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	13	28
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	9	5
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	4	3
AJ (sans avocat) accordée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	9	6
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1
Total	270	295

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
Recours / Beschwerden	182	194
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	3	5
Récusation / Ausstand	15	19
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	44	44
Consultation du dossier / Akteneinsicht	2	1
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	0
Déni de justice /retard injustifié / Rechtsverweigerung/Rechtsverzögerung	1	4
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	12	16
Langue de la procédure / Verfahrenssprache	0	1
Séquestre / Arrest	8	10
Total	270	295

1.1.3.3 Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	151	115
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	196	154
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	232	202
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	115	67
Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admission / Gutheissung	24	21
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	7
Rejet / Abweisung	80	68
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	5
Retrait / Rückzug	6	7
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	11	7
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	68	54
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	5	5
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	6	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	2	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0
Total	232	202

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Etablissement et séjour / Niederlassung und Aufenthalt	39	49	88	65	23
Droits politiques / Politische Rechte	0	1	1	1	0
Agents des collectivités publiques / Amtsträger der Gemeinwesen	17	19	36	22	14
Affaires communales / Gemeindeangelegenheiten	1	1	2	1	1
Responsabilité des collectivités publiques / Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger	8	3	11	5	6
Ecole et formation / Schule und Bildung	4	9	13	10	3
Exécution des peines et mesures / Straf- und Massnahmenvollzug	2	8	10	10	0
Avocats, notaires / Anwälte, Notare	0	1	1	0	1
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts	0	1	1	1	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) / Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)	0	1	1	0	1
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	1	1	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	1	0	1	1	0
Procédures autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	13	15	28	23	5
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	1	10	11	11	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	27	27	54	42	12
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	4	5	4	1
Total	115	154	269	202	67

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	93	120
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	197	265
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	170	203
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	120	182

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admission / Gutheissung	28	38
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	2
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	12	8
Rejet / Abweisung	53	72
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	12
Retrait / Rückzug	18	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	1	4
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	44
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	0
Total	170	203

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / Raumplanung und Bauwesen	83	147	230	97	133
Protection de l'environnement / Umweltschutz	2	5	7	3	4
Expropriation/ Forstwesen	1	2	3	0	3
Forêts / Enteignung	0	1	1	0	1
Marchés publics / Beschaffungswesen	3	16	19	16	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels /Schutz gegen Feuer- und Elementar- schäden	3	2	5	2	3
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	2	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	7	4	11	6	5
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	21	56	77	47	30
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	28	28	28	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	0	1	1	1	0
Total	120	265	385	203	182

IIIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	46	38
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	195	157
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	203	164
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	38	31

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admission / Gutheissung	6	2
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	6
Rejet / Abweisung	89	66
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	28	21
Retrait / Rückzug	28	32
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	7	7
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	2	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	24	23
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	7	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0
Total	203	164

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Circulation routière et transports / Strassen- verkehr und Transportwesen	16	95	111	93	18
Droit social / Sozialrecht	1	3	4	3	1
Agriculture / Landwirtschaft	5	6	11	7	4
Economie / Wirtschaft	4	10	14	9	5
Commerces et établissements publics / Handel und Gastgewerbe	2	2	4	4	0
Animaux / Tiere	0	2	2	1	1
Santé publique / Öffentliche Gesundheit	2	1	3	2	1
Registre du commerce / Handelsregister	1	0	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	3	14	17	17	0
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	9	9	9	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	4	11	15	15	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	0	3	3	2	1
Total	38	157	195	164	31

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	56	52
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	135	100
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	139	111
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	52	41

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admission / Gutheissung	9	4
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	6	18
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	2
Rejet / Abweisung	52	43
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	14
Retrait / Rückzug	15	12
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	12	0
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	6	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	10	5
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0
Total	139	111

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Généralités / Allgemeines	2	0	2	2	0
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / Einkommens- und Vermögens- steuer der natürlichen Personen	30	56	86	58	28
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Personen	6	0	6	6	0
Impôt à la source / Quellensteuer	0	4	4	2	2
Impôt anticipé / Verrechnungssteuer	0	1	1	0	1
Impôt sur les gains immobiliers / Grundstück- gewinnsteuer	2	0	2	2	0
Impôts paroissiaux / Pfarreistuern	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers / Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe	1	3	4	1	3
Impôts sur les successions et les donations / Erbchafts- und Schenkungssteuer	1	0	1	1	0
Contribution immobilière / Liegenschaftssteuer	1	0	1	1	0
Impôt destiné à compenser la diminution aire agricole / Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland	0	2	2	1	1
Taxe de séjour / Aufenthaltstaxe	0	9	9	9	0
Contributions publiques communales / Öffentliche kommunale Abgaben	1	4	5	3	2
Taxes cantonales / Kantonale Abgaben	1	0	1	1	0
Amendes d'ordre / Ordnungsbussen	0	1	1	1	0
Emoluments administratifs / Verwaltungsgebühren	1	2	3	2	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / Steuerhinterziehung und Nachsteuer	4	4	8	8	0
Recours sur réclamation (frais) / Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	2	10	12	10	2
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	0	1
Total	52	100	152	111	41

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	227	162
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	263	219
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	328	236
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	162	145
Modes de liquidation / Erledigungsart		
Admission / Gutheissung	26	20
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	20	19
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	36	9
Rejet / Abweisung	149	107
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	9	9
Retrait / Rückzug	5	10
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	6	9
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	24	20
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	31	13
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	9	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	4	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	3	7
Total	328	236

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	54	65	119	73	46
Assurance-accidents / Unfallversicherung	54	51	105	64	41
Assurance-chômage / Arbeitslosen- versicherung	23	40	63	34	29
Allocations familiales / Familienzulagen	1	5	6	1	5
Aide sociale / Sozialhilfe	3	7	10	7	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	7	7	7	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Révision / Revision	1	1	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	2	1	3	3	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	2	7	9	9	0
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	22	32	54	33	21
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	1	0
Total	162	219	381	236	145

Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	142	119
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	218	201
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	241	208
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	119	112
Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022
Admission / Gutheissung	22	16
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	23	16
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	27	16
Rejet / Abweisung	69	69
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	11
Retrait / Rückzug	10	5
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	6	11
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	2
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	34	21
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	5
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	18	17
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	5	4
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	6	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	4	7
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	6	2
Total	241	208

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / Alters- und Hinterlassenenversicherung	3	21	24	13	11
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	52	66	118	82	36
Prestations complémentaires / Ergänzungsleistungen	6	15	21	12	9
Assurance-maladie / Krankenversicherung	6	18	24	18	6
Prévoyance professionnelle / Berufliche Vorsorge	11	17	28	16	12
Assurance-maternité / Mutterschaftsversicherung	0	1	1	1	0
Allocations pour perte de gain / Erwerbssersatz	4	7	11	8	3
Assurance-maladie complémentaire LCA / Zusatzkrankenversicherung VVG	10	6	16	5	11
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	2	2	2	0
Récusation / Ausstand	1	0	1	1	0
Révision / Revision	0	2	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	3	4	2	2
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	1	2	3	3	0
Mesures provisionnelles urgentes/ Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	23	39	62	40	22
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	1	2	2	0
Total	119	201	320	208	112

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	37
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	23	24
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	6
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7
Cour d'appel pénal / Strafpappellationshof	50	29
Chambre pénale / Strafkammer	22	34
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	30	18
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	16
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	12	9
Cour fiscale / Steuergerichtshof	12	11
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	23
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	15
Total	257	229

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	2021	2022
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	6
Rejetés / Abweisung	11	12
Irrecevables / Nichteintreten	7	14
Retirés / Rückzug	1	0
Transaction - ratification / Vergleich – Genehmigung	0	1
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	3	7
Irrecevables / Nichteintreten	14	14
Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	2021	2022
Admis / Gutheissung	0	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	1	1
Irrecevables / Nichteintreten	2	2
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof	2021	2022
Rejetés / Abweisung	2	1

Recours traités / Erledigte Beschwerden		
Modes de liquidation / Erledigungsarten		
Irrecevables / Nichteintreten	4	4
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1
Retrait / Rückzug	0	1
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	3
Rejetés / Abweisung	12	13
Irrecevables / Nichteintreten	3	5
Retirés / Rückzug	0	1
Chambre pénale / Strafkammer	2021	2022
Rejetés / Abweisung	5	8
Irrecevables / Nichteintreten	18	13
Retirés / Rückzug	1	2
Ie Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2
Rejetés / Abweisung	12	14
Irrecevables / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	2
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	3	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	19	5
Irrecevables / Nichteintreten	1	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	2
Retirés / Rückzug	1	0
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	1	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	3
Cour fiscale / Steuergerichtshof	2021	2022
Admis / Gutheissung	2	0
Rejetés / Abweisung	5	8
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	4
Retirés / Rückzug	1	0

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

	2021	2022
Ie Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	1	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	4
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	22	13
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	10	2
Retirés / Rückzug	1	1
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	4	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1
Rejetés / Abweisung	15	6
Irrecevables / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	4
Retirés / Rückzug	1	1
Total	230	201